

« TENDANCES DE L'ORIENT »

L'Armée libanaise décidée à en finir avec la milice d'Ahmad al-Assir

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 24 JUIN 2013



L'Armée libanaise décidée à en finir avec la milice d'Ahmad al-Assir

Par Pierre Khalaf

Après avoir prédit que le Liban se dirigeait vers la désolation et menacé de s'en prendre à l'Armée libanaise, le cheikh intégriste Ahmad al-Assir est passé des paroles aux actes dimanche. Ses miliciens, armés, entraînés et financés par le Qatar, et par le Courant du futur de Saad Hariri, ont attaqué l'Armée libanaise, tuant deux officiers et un soldat, à Abra, à l'Est de Saïda. Cette agression s'inscrit dans le cadre d'une série d'attaques contre l'armée menées par des groupes extrémistes libanais et syriens soutenus par les pays du Golfe. Déjà entre jeudi et samedi, plusieurs positions des troupes régulières libanaises avaient été la cible de tirs et d'attaques dans diverses régions du pays. Ces

derniers mois, plusieurs officiers et soldats avaient été tués par des extrémistes dans la localité d'Ersal et à Tripoli. Le but de ces agressions est de neutraliser l'armée afin de la pousser à se retirer pour transformer ces régions en sanctuaires pour les extrémistes syriens et leurs alliés libanais.

Ces groupes n'auraient pas pu prospérer et continuer à sévir s'il ne bénéficiaient pas de la couverture du Courant du futur, qui les soutient matériellement dans l'intention de les utiliser dans le plan d'encerclement de la résistance libanaise, et le laxisme des hauts responsables officiels, qui hésitent à agir fermement contre ces phénomènes malsains menaçant l'unité nationale avec leurs discours confessionnels.

Cette fois-ci, l'armée a décidé de mettre ces hauts dirigeants ainsi que l'ensemble de la classe politique devant leurs responsabilités. Dans un communiqué au ton ferme, l'institution militaire a noté qu'elle a essayé de mettre le Liban à l'abri des événements syriens et à négliger les appels politiques à la répression du groupe appartenant au cheikh Ahmad el Assir à Saida afin d'éviter la discorde. *« Mais ce qui s'est passé à Saida aujourd'hui dépasse toutes les prévisions. L'armée a été visée avec un sang froid et d'une façon préméditée dans le but d'enflammer la situation à Saida à l'instar de ce qui s'est passé en 1975 »*. L'institution militaire a rejeté le double langage de la classe politique et mis les hommes politiques de Saïda devant le choix suivant : *« soit vous êtes avec l'armée, soit vous êtes avec les groupes armés et, par conséquent, avec le chaos et la discorde »*. *« Un groupe loyal au cheikh Ahmed el-Assir a attaqué, sans raison, un barrage de l'Armée à Abra »*, affirme le texte. *« Deux officiers et un soldat ont été tués, et plusieurs autres ont été blessés, tandis que plusieurs véhicules militaires ont été endommagés »*, poursuit le communiqué militaire.

Dans une vidéo envoyée sur les téléphones portables de ses partisans, al-Assir a appelé *« ses partisans à travers le Liban à venir »* prêter main-forte à ses hommes et *« défendre notre religion et nos femmes »*. Il a lancé un appel à la sédition, demandant *« aux nobles sunnites à quitter l'Armée libanaise qui nous agresse »*.

Comme à son habitude, le chef du bloc du Courant du futur,

l'ancien Premier ministre Fouad Siniora, a tenu un discours ambigu. Il a tenté de glisser le nom du Hezbollah dans les incidents de dimanche, alors que le parti de la Résistance n'a rien à voir ni de près ni de loin dans ces événements. Affirmant qu'il était opposé à toute attaque contre l'armée, il a appelé à un cessez-le-feu. C'est-à-dire qu'il place l'armée et les miliciens sur un pied d'égalité. Nulle part il ne demande que soit livré les assassins des trois militaires.

Mais l'armée semble déterminée. Elle a acheminé en renfort les troupes spéciales et a lancé une vaste offensive contre le périmètre de sécurité de la Mosquée Bilal Ben Rabah, à Abra, transformé en place-forte par les miliciens d'al-Assir. Après de violents combats, les militaires ont encerclé la région et pourchassé les miliciens qui ont tenté de couper les routes de la ville grâce aux tirs de snipers postés sur les toits.

La résistance de la Syrie, un casse-tête sans solution pour l'Occident

Par Ghaleb Kandil

La guerre universelle menée par Barack Obama contre la Syrie est entrée dans une nouvelle phase après une remobilisation des moyens sous l'égide de l'Arabie saoudite et de la France. La répartition des rôles a eu lieu à la réunion de Doha.

L'effritement et le pourrissement des façades de l'agression contre la Syrie, appelées « *opposition* », ont de tout temps constitué un casse-tête endémique pour la coalition internationale hostile à la Syrie. Des ministres des Affaires étrangères et des chefs de services de renseignement occidentaux et arabes l'ont reconnu ouvertement. De réunions en réunions, entre Istanbul, Doha et Paris, des chefs « *opposants* » ont été désignés et des nouveaux noms ont été inventés, pour préparer à chaque fois une nouvelle étape de l'agression. L'Occident n'a pas compris que les rapports de forces ont changé car l'humeur populaire n'est plus le même. La pseudo-opposition ne jouit plus d'aucun appui au sein de la population qui soutient, à plus de 70 %, le président-résistant

Bachar al-Assad, de l'aveu même des agences du renseignement occidentales.

Cette fois-ci, comme les fois précédentes, les impérialistes et leurs agents crient « *Nous avons trouvé* », à la manière de Newton lorsque la pomme lui est tombée sur la tête. Le savant parlait, bien évidemment, de la Gravité, alors qu'eux parlent de Salim Idriss. Cet officier déserteur est présenté comme l'homme qui va faire des miracles susceptibles de concrétiser les illusions d'Obama et de François Hollande, qui consistent à « *rééquilibrer la situation sur le terrain en procédant à une déconnection entre l'Armée syrienne libre* » (ASL) et le Front al-Nosra.

Il suffit de voir que ce plan a été confié au fondateur d'Al-Qaïda et du terrorisme takfiriste, Bandar Ben Sultan, pour découvrir à quel point le discours occidental est plein de mensonges.

Espèces de génies, comment pourrez-vous changer les réalités sur le terrain ? Les quantités d'armes supplémentaires pourront-elles transformer les brigands de grands chemin en combattants pour la liberté ? et les égorgeurs et autres coupeurs de têtes en groupes tolérants et éclairés, qui protégeront les églises, les couvents, les hommes de religion chrétiens et musulmans, placés sur les listes des personnes à abattre par les fatwas saoudiennes et qataries émises par les cheikhs takfiristes ? Votre Salim Idriss osera-t-il prendre une quelconque mesure contre ces groupes de mercenaires sanguinaires ?

Salim Idriss n'est qu'un mercenaire supplémentaire à la solde des services de renseignement occidentaux, saoudiens et qataris, et non pas un leader populaire capables de faire des miracles qui feraient disparaître ces groupes takfiristes. Il ne fera qu'accentuer les dissensions entre les armées d'arrivistes, comme Michel Kilo —qui a parlé d'une révolution dans la révolution— et les véritables chefs du Front al-Nosra, Riad Chakfa et Farouk Tayfour, les leaders de la branche militaire sanguinaire des Frères musulmans, dans les années 80, et que tous les Syriens connaissent... et détestent.

Bandar a pris le commandement du nouveau plan d'agression, qui s'est traduit par une recrudescence des attaques-suicides ces dernières semaines. Il mise sur une poussée de ses groupes de mercenaires à travers la Jordanie dans la province de Daraa, pour modifier les équilibres sur le terrain, dans une tentative désespérée

de reporter la bataille de la libération d'Alep. Mais l'enthousiasme des Syriens à revenir dans le giron de leur État, la détermination de l'armée arabe syrienne et la loyauté des alliés de la Syrie, feront échec à ce plan.

Des sacrifices supplémentaires devront être consentis, mais l'issue de la guerre ne fait aucun doute : la victoire de la Syrie et la défaite de ses ennemis.

Déclarations et prises de positions

Vladimir Poutine, président de la Fédération de Russie

« Ce n'est pas le peuple syrien, mais des commandos bien entraînés et armés, y compris de l'étranger, par des organisations terroristes, qui combattent contre Assad. Le noyau de l'opposition armée est reconnu par la communauté internationale. J'attire votre attention sur le fait qu'elle reçoit depuis longtemps des armes provenant de l'étranger. Nul besoin d'évoquer aujourd'hui les origines de ces armes. Je tiens seulement à souligner que sans ces livraisons, ce qui se produit actuellement en Syrie aurait été impossible. Les organisations européennes et mondiales, notamment les Nations unies, ont adopté des résolutions interdisant de livrer des armes aux formations non gouvernementales, en premier lieu à celles qui opèrent dans les zones des conflits. C'est en cela que consiste la divergence entre nous et, par exemple, les États-Unis. La Russie fournit des armes au gouvernement légitime de la République syrienne dans le cadre du droit international en vigueur et conformément à des contrats publics et transparents. On sait qu'au moins 600 ressortissants russes et européens combattent à présent aux côtés des rebelles. Pouvons-nous livrer des armements en Syrie à des formations illégales, dont nous ignorons même la composition ? Les États-Unis qualifient d'organisation terroriste et affiliée à Al-Qaïda le Front al-Nosra, groupe clé de l'opposition syrienne. Comment peut-on livrer des armes à ces opposants ? Où ces armes se retrouveront-elles finalement ? Quel rôle vont-elles jouer ? »

Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères

« Le groupe Jabhat al-Nosra est la structure la plus efficace de l'opposition armée. La plupart des armements livrés à l'heure actuelle et à l'avenir en Syrie seront distribués par l'intermédiaire de cette structure. Ce groupuscule est le mieux coordonné et discipliné et nos collègues s'en rendent compte. »

Michel Sleiman, président de la République libanaise

« Le Hezbollah est une résistance et cette résistance a une fête nationale, et elle est présente dans la déclaration ministérielle à travers l'expression 'armée, peuple et résistance'. Comment le Hezbollah se comporte-t-il donc de manière unilatérale tout en laissant de côté l'armée et le peuple ? S'il prend part à la bataille d'Alep et qu'il essuie de nouvelles pertes humaines, la tension sera de retour. Il faut que cela s'arrête à Qoussair et qu'il revienne au Liban. J'ai mis en garde le Hezbollah à ce propos en toute bienveillance. Je ne l'ai ni trahi ni pris au dépourvu. Dès le début, je lui ai fait savoir que je ne pouvais accepter un tel comportement, ni qu'il se rende au Golan. Je lui ai dit que cela le mettrait à découvert, ainsi que le Liban, devant l'ennemi israélien. J'ai déjà affirmé que je protégerai la résistance à laquelle je tiens comme à la prunelle de mes yeux, mais je veux la protéger d'elle-même aussi. Lorsque je constate que le Hezbollah a commis une erreur de comportement, je lui en parle ouvertement et ne le comble pas d'éloges. Lorsque le président Barack Obama m'a contacté dernièrement et qu'il a exprimé son inquiétude au sujet de l'intervention du Hezbollah en Syrie, je lui ai immédiatement répliqué que nous étions inquiets, nous aussi, à cause de l'intervention de toutes les parties libanaises en Syrie, et que nous nous étions accordés à l'unanimité sur la déclaration de Baabda pour empêcher toute intervention mais qu'hélas les différentes parties ne l'ont pas respectée. »

Nabil Kaouk, vice-président du Conseil exécutif du Hezbollah

« Où sont les massacres dont on a accusé le Hezbollah ? Non seulement il n'y en a pas, mais les blessés de l'opposition syrienne et du Front al-Nosra ont été transportés au Liban dans nos voitures et c'est nous qui les avons remis à la Croix-Rouge. Le Hezbollah ne regrette pas d'avoir agi ainsi, car c'est sa morale et la voix qu'il s'est choisie, celle de la Résistance dans la dignité. Nous

demandons à l'Occident si l'appui à l'opposition en Syrie est destiné à appuyer le peuple et ses revendications démocratiques, pourquoi alors dans ce cas, ce même Occident n'appuie pas l'opposition à Bahreïn et en Turquie ? Il ne s'agit pas en fait d'un soutien à la démocratie, mais de créer un axe pour combattre celui de la Résistance. Mais ils ont été surpris non seulement par la solidité du régime syrien et de son armée, mais aussi par l'appui populaire dont il jouit. C'est pourquoi aujourd'hui, le principal souci des États-Unis et de leurs alliés, c'est d'empêcher le président Assad de présenter sa candidature pour un nouveau mandat en 2014. Le Courant du Futur utilise l'arme de la dissension confessionnelle pour cacher ses échecs en Syrie et au Liban. Il veut à tout prix provoquer des incidents au Liban et tenter d'y reproduire le conflit qui se déroule en Syrie. Le Liban ne se laissera pas entraîner dans la discorde car nous ne trahisons pas notre peuple et notre Résistance. Le conflit en Syrie ne sera pas transposé au Liban et nous ne permettrons pas au Liban de revenir dans le giron états-unien ou israélien. »

Tammam Salam, Premier ministre désigné du Liban

« La nature du gouvernement doit prendre en considération l'intérêt de la nation. La forme du gouvernement n'est pas la priorité. La chose la plus importante est sa performance. Il faut former un Cabinet de 24 ministres repartis équitablement entre les coalitions du 8 et du 14-Mars et les centristes. »

Michel Aoun, leader du Courant patriotique libre

« La gesticulation médiatique est déplorable autant que le fait de prendre pour cible le Hezbollah et la Syrie, comme s'il n'y avait pas d'autres problèmes dans le pays qu'il faut traiter. (Le mémorandum du 14-Mars) a oublié toute la période précédente qui nous a poussés à en arriver là. L'équation est simple. Des responsables officiels auraient dû défendre le Liban, mais ils ne l'ont pas fait. Ils ont créé un vide qui nous a menés à cette situation. Pourquoi le dossier de Nahr el-Bared a été fermé et pourquoi le général François Haggi a été assassiné. Certaines parties ne veulent ni des élections ni autre chose pour que nous puissions construire des institutions. Nul ne parle du mouvement des éléments armés entre Zabadani et les projets de Qaa, dans une sorte de zone tampon. Ils

(ceux qui attaquent le Hezbollah) préfèrent parler de souveraineté, mais celle-ci est indivisible. La participation du Hezbollah à la bataille de Qoussair est une goutte d'eau dans un océan. Là où sayyed Nasrallah estimera qu'il est menacé, il interviendra. »

Ali Abdel Karim Ali, ambassadeur de Syrie au Liban

« Le Hezbollah, qui se bat actuellement en territoire syrien, n'a cessé depuis deux ans d'appeler au dialogue en Syrie, voulant ainsi protéger les Libanais et ne pas intervenir en Syrie afin qu'ils ne soient pas partie prenante dans l'effusion de sang. Si le Hezbollah s'implique aujourd'hui en Syrie, c'est parce qu'il tient à la dignité de la Résistance et de toute la région. Il se bat pour se protéger, comme il se bat pour Jérusalem, pour la mosquée al-Aqsa et pour l'église du Saint-Sépulcre. La Syrie tient à la relation fraternelle qu'elle entretient avec le Liban. Nous tenons à poursuivre la coordination avec l'Armée libanaise pour faire face au complot qui a mobilisé les terroristes du monde entier, l'argent politique et une horrible propagande qui avaient pour but de porter atteinte au rôle joué par la Syrie et aux relations qu'elle entretient avec la Résistance et la Palestine. La Syrie a lutté et lutte toujours pour la cause arabe et la cause palestinienne. Malgré les complots ourdis contre elle, elle poursuivra le combat. C'est la Syrie qui est agressée. Il suffit de voir la situation à la frontière libano-syrienne et les miliciens qui ont trouvé refuge auprès de certains Libanais en faisant fi des souverainetés et libanaise et syrienne. Ces hors-la-loi appartiennent à toutes les nationalités, arabes et internationales, et ils sont de mèche avec certaines parties libanaises qui les protègent. La Syrie a appelé, conformément aux Constitutions libanaise et syrienne ainsi qu'aux conventions signées entre les deux pays, à ce que le passage de ces individus vers le territoire syrien soit interdit. La Syrie a mis fraternellement en garde le Liban et elle garde envers Beyrouth ce ton fraternel. »

Événements

- 700 militaires états-uniens, ainsi que des chasseurs et des systèmes de missiles Patriot, resteront déployés en Jordanie à l'issue des exercices conjoints Eager Lion, lit-on dans une lettre de Barack Obama au Congrès US. « *Le déploiement de ces unités correspond aux intérêts de la sécurité nationale des États-Unis ainsi qu'à la nécessité d'assurer la sécurité de la Jordanie et la stabilité dans la région* », a indiqué le chef de la Maison-Blanche dans son message. Selon le document, les soldats US resteront stationnés en Jordanie jusqu'à ce que la situation dans la région soit réglée. La Jordanie, alliée de Washington au Proche-Orient, est le pays voisin de la Syrie ravagée depuis plus de deux ans par une contestation populaire meurtrière. Le déploiement de chasseurs et de systèmes de missiles US en Jordanie intervient sur fond de rapports faisant état d'une possible instauration d'une zone d'exclusion aérienne en Syrie. Auparavant, l'Otan a implanté des missiles Patriot en Turquie à proximité de la frontière syrienne.

- La loi sur la prorogation pour 17 mois du mandat du Parlement libanais est entrée en vigueur après que le Conseil constitutionnel n'ait pas pu se réunir ce vendredi faute de quorum, pour la quatrième fois, afin d'examiner les deux recours en invalidation présenté par le président Michel Sleiman et le leader du Courant patriotique libre Michel Aoun. Le président du Conseil, Issam Sleiman, a présenté un rapport aux trois présidents, Michel Sleiman, Nabih Berry et Nagib Mikati. Pendant ce temps, des dizaines de manifestants sont rassemblés au centre-ville de Beyrouth pour dénoncer la prorogation. Les manifestants ont tenté jeudi d'occuper la place de l'Étoile, mais les forces de l'ordre qui se sont déployées en masse dans le secteur les ont empêchés de s'approcher.

- Un réseau lié à Al-Qaïda a été démantelé vendredi matin dans l'enclave espagnole de Ceuta, dans le nord du Maroc, et huit personnes ont été arrêtées, a annoncé le ministère de l'Intérieur. « *Nous avons démantelé un réseau responsable de l'envoi de combattants à des groupes terroristes liés à Al-Qaïda qui opèrent*

en Syrie », a indiqué dans un communiqué le ministère, qui explique que les personnes interpellées seront poursuivies pour « *appartenance à une organisation terroriste* ».

• Un premier lot d'avions de combat et d'entraînement russes Iak-130 destiné au régime de Damas est prêt à être envoyé en Syrie, a fait savoir à RIA Novosti une source au sein de la délégation russe au salon aéronautique international du Bourget. « *Les avions Iak-130 destinés à la Syrie sont déjà construits par le groupe aéronautique Irkout. Les appareils se trouvent sur le terrain de l'usine et attendent une décision politique pour être envoyés en Syrie* », a indiqué l'interlocuteur de l'agence. Début juin, le quotidien russe *Kommersant* a rapporté que la Syrie avait versé à la Russie un acompte d'environ 100 millions de dollars pour les six premiers avions de combat et d'entraînement Iak-130 dans le cadre du contrat conclu en 2011 et prévoyant la livraison à Damas de 36 appareils.

Revue de presse

As-Safir (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

(21 juin 2013)

Le paysage sécuritaire observé dans le pays est dangereux. Les incidents itinérants et les blocages de route dont ont été le théâtre plusieurs régions relèvent d'un plan bien prémédité visant à ouvrir tous les fronts face au Hezbollah et ses alliés, dans l'objectif de forcer le parti à retirer ses combattants de Syrie et à se défendre sur son sol au lieu de combattre aux côtés du régime. Toutefois, le Hezbollah qui a adressé plusieurs messages clairs à plus d'une partie dès le premier jour de son implication dans la bataille de Qoussair a mis le dispositif de la Résistance en état d'alerte total tout le long de la frontière avec la Palestine occupée, faisant savoir aux différentes parties locales mais aussi à ceux qui ont émis les ordres à partir de l'extérieur que, si le parti se trouve pris dans une confrontation triangulaire, il n'hésitera pas à mener une bataille existentielle, à sa façon et selon son timing. Face à ce plan prémédité visant à donner lieu à un débordement sécuritaire, les

commandements du Hezbollah et d'Amal auraient décidé d'appeler leurs partisans à la retenue afin d'éviter de se laisser entraîner dans des accrochages.

Le commandant en chef Jean Kahwaji a affirmé que l'armée ne fera preuve d'aucune indulgence lorsqu'il s'agira de la sécurité des citoyens et de la stabilité dans le pays. Il a ajouté que la situation actuelle est extrêmement difficile et délicate et requiert que toutes les parties prennent conscience des conséquences pouvant en découler. Il est d'autant plus nécessaire de parvenir à une coopération minimale entre les parties et de déployer des efforts pour désamorcer la tension et le trop-plein, soulignant que l'armée fera le nécessaire pour mener le pays à bon port.

As-Safir (19 juin 2013)

Kassem Kassir

Le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, a envoyé un message de félicitations au cheikh Hassan Rohani aussitôt qu'il a été élu à la présidence en Iran. Selon des sources islamistes, le commandement du Hezbollah a voulu ainsi couper court à tout pari sur un éventuel changement des relations entre le Hezbollah et l'Iran sous le mandat du nouveau président. Les mêmes sources soulignent que les relations entre le Hezbollah et l'Iran ne sont pas définies par le président mais plutôt par le Guide suprême. Cependant, des sources iraniennes acquises au courant réformateur considèrent que les relations entre Téhéran, le Hezbollah et le Liban pourraient connaître des changements de sorte à maintenir toutefois leur aspect stratégique. Le président, expliquent ces mêmes sources, aura un éventail de nouvelles options qui lui permettraient d'appliquer la politique de modération, d'ouverture et d'équilibre qu'il a prônée. Les sources précitées conviennent du fait que les relations entre l'Iran et le Hezbollah ne sont pas exclusivement définies par la présidence, elles précisent toutefois qu'un réel changement s'est produit au niveau de la conscience politique et stratégique iranienne —un changement traduit par l'élection de Rohani dès le premier tour—. L'élite iranienne réalise aujourd'hui qu'il est désormais impossible de limiter les relations de l'Iran aux pays de l'Amérique latine, au Hezbollah et au régime syrien, et qu'il faudra s'ouvrir aux autres

acteurs, tenant compte des intérêts du peuple iranien.

Al-Akhbar (Quotidien libanais proche de la Résistance)

(21 juin 2013)

Le mot d'ordre a été donné. Par un coup de baguette magique, les escarmouches armées qui avaient commencé dans la Békaa-nord se sont transformées en accrochages à Taalabaya et Majdel Anjar qui ont fait des victimes, et en pneus incendiés qui ont coupé les routes à Beyrouth, dans la Békaa et dans le nord. À l'heure où la mobilisation va bon train à Saïda, laissant présager une confrontation imminente, le commandement de l'armée ne se montre pas prêt à assumer une responsabilité historique face à cette démente. Alors que le sort du pays tout entier est désormais tributaire de la discorde itinérante, il n'est plus possible de prétexter que l'armée est obligée de disposer d'une couverture politique, maintenant que l'aura de cette armée a été mise à mal aussi bien sur les routes qu'aux points de contrôle. L'unique riposte aux photos et autres écriteaux insultants pour l'armée sera, pour celle-ci, de jouer son rôle et de frapper d'une main de fer quiconque se permet de bafouer la dignité des gens, des soldats et du pays, avant qu'il ne soit trop tard. Nul ne peut croire que les routes bloquées et les pneus brûlés l'ont été de manière arbitraire. Il s'agit plutôt d'une entreprise systématique, gérée par un seul cerveau, sous prétexte de se solidariser avec Ersal. Le camp hostile à la Syrie et au Hezbollah cherche clairement à faire parvenir un message sans équivoque à qui de droit : « *Nous sommes en mesure de paralyser le pays à tout moment du nord au sud, et à provoquer des incidents sécuritaires pour accompagner la situation sur le terrain en Syrie et rendant perplexe le Hezbollah au Liban* ». Et ce n'est pas tout : ce camp s'emploie manifestement à déconcerter l'armée en œuvrant à ce que la tension fasse tache d'huile, dans la capitale surtout, et mettrait à profit l'hésitation ostensible du commandement de l'armée à reprendre la main, alors qu'il devrait frapper du poing sur la table et imposer l'autorité de l'État.

Al-Akhbar (21 juin 2013)

Selon des sources informées, le chef du comité de coordination du Hezbollah, Wafik Safa, et Ahmad Baalbacki, responsable du Mouvement Amal, se sont rendus auprès du commandant en chef

de l'armée, Jean Kahwaji, pour l'assurer que ces deux partis sont contre toute confrontation armée avec Ahmad al-Assir. Ils ont ensuite sollicité une intervention de l'armée pour régler le problème avec ce dernier.

Une source de sécurité a par ailleurs souligné la vive inquiétude du commandement de la Finul à Naqoura en raison de la situation sécuritaire à Saïda, cette ville étant un point de passage obligé pour ses soldats, ses personnels et ses véhicules qui se dirigent à Beyrouth ou en reviennent. Cette source a laissé entendre, à ce propos, que la Finul pourrait aménager une trajectoire alternative, par voie maritime, qui relierait les ports de Naqoura et de Beyrouth. D'autres sources proches du dossier se sont pour leur part interrogées sur le sérieux de la décision occidentale de transférer la bataille de Tripoli à Saïda afin de resserrer l'étau autour du Hezbollah et provoquer une confrontation sunnito-chiite. Ces sources mettent l'accent sur les dangereuses répercussions sur la Finul, et plus particulièrement sur ses principaux contingents qui relèvent de pays européens impliqués dans l'exacerbation des tensions communautaires.

Al-Akhbar (20 juin 2013)

Ghassan Séoud

Le président Michel Sleiman n'a pas de problème avec les roquettes de Jabhat El Nosra qui tuent d'innocentes victimes dans le Hermel, mais il en a un avec le raid syrien qui s'en prend aux auteurs de ces tirs. Le président, en sa qualité de garant de la Constitution, n'a pas avoir convoqué les trois membres absentéistes du Conseil constitutionnel pour s'enquérir des raisons les ayant poussés à ne pas assister aux réunions du Conseil, prévues pour se prononcer sur le recours en invalidation de la loi de prorogation.

Michel Sleiman, qui cherche inlassablement un partenaire autre que le député Walid Joumblatt pour l'épauler, a trouvé le patriarche Béchara El Raï qui est dernièrement sorti de l'ombre pour se ranger ostensiblement à ses côtés et aux côtés de Joumblatt. Le prélat multiplie ses déplacements fréquents à l'étranger, qui le détournent du suivi des dossiers intérieurs. À l'heure où le patriarche maronite aurait dû dresser une tente au Parlement pour veiller à l'adoption de la proposition maronite de loi électorale

(qualifiée d'orthodoxe), il a préféré laisser ce qui reste encore de sa paroisse patauger dans son fiasco ici pour se rendre auprès des fidèles en Amérique Latine. Le bilan de l'action du président Sleiman ressemble à s'y méprendre à celui du patriarche : rien que des bulles ! Le trio Joumblatt-Raï-Sleiman ne peut pas réellement influencer sur le cours des événements.

Al-Joumhouria (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

(20 juin 2013)

Le chef du Parti socialiste progressiste (PSP), Walid Joumblatt, a informé le Premier ministre désigné, Tammam Salam, lors de leur dernière rencontre, que le retard dans la formation du gouvernement est inacceptable, lui rappelant qu'il avait obtenu le soutien de 124 députés lors des consultations parlementaires et qu'il ne fallait pas rater une telle occasion qui ne se répètera pas. M. Joumblatt aurait laissé entendre qu'un gouvernement chargé d'organiser les élections législatives n'est plus de mise car le scrutin a été reporté et la prorogation du mandat du Parlement est entrée en vigueur. Aussi, est-il nécessaire, selon lui, de former un gouvernement fort, efficace, et capable de faire face aux échéances à venir sur les plans local et régional. M. Joumblatt aurait également laissé entendre que la formule des trois tiers (8-8-8), proposée par M. Salam dès le début est rejetée par le Hezbollah, qui insiste pour obtenir avec ses alliés le « *tiers de garantie* ». Le chef du PSP a demandé si M. Salam accepterait que le ministre-roi, qui assurerait ce tiers de garantie, soit compté dans les rangs des ministres centristes, qui devraient comprendre des représentants du Premier ministre et du président de la République.

Devant le refus de M. Salam, M. Joumblatt a proposé la formule suivante : neuf ministres pour le 14-Mars, autant pour le 8-Mars et six pour les centristes. Le Premier ministre désigné a réservé sa réponse en attendant de procéder à des consultations et des contacts avec le 14-Mars. L'insistance de M. Joumblatt à accélérer la formation du gouvernement en ce moment découle de son souci d'éviter une discorde sunnite-chiite qui menace d'éclater dans chaque rue et quartier.

Al-Hayat (Quotidien à capitaux saoudiens, 21 juin 2013)

Raëd Jabr, correspondant à Moscou

Le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Mikhaïl Bogdanov, qui est également l'envoyé spécial du président Vladimir Poutine au Moyen-Orient, a déclaré que son pays était opposé à l'intervention de toutes les parties dans le conflit syrien. *« C'est notre position et nous l'avons exprimé à plusieurs reprises »* a-t-il dit avant d'ajouter : *« J'ai rencontré au Liban le secrétaire général du Hezbollah qui m'a dit qu'il n'avait aucune intention d'intervenir en Syrie. La crise syrienne a commencé il y a deux ans et le parti ne s'est impliqué que très récemment (...) Il m'a expliqué que l'intervention a eu lieu lorsque les rebelles syriens sont arrivés aux portes de Damas. Des milliers de combattants, bien armés, avec dans leurs rangs des jihadistes étrangers. Le Hezbollah a étudié la situation et a estimé qu'il existe un danger réel que Damas tombe. Alors il a décidé d'entrer dans la bataille pour aider ses amis et ses alliés ».*

Et M. Bogdanov de poursuivre : *« J'ai expliqué à M. Nasrallah que le président Michel Sleiman était venu à Moscou, au début de l'année, pour défendre la déclaration de Baabda et la politique de distanciation, appuyée par toutes les parties libanaises. M. Nasrallah m'a répondu : 'Le Hezbollah s'est engagé à respecter la déclaration de Baabda mais lorsqu'il a vu ce qui se passe sur le terrain, où des combattants partent du Liban vers la Syrie, il a réalisé que la déclaration était quelque chose et la réalité sur le terrain une toute autre chose. De plus, les rebelles s'apprêtaient à célébrer leur victoire à Damas. Alors, l'intervention de nos combattants était devenue nécessaire' ».*

Selon M. Bogdanov, *« il est difficile de contrôler tout conflit qui prend une dimension religieuse ».* *« Les combattants qui partent en Syrie vont revenir dans leurs pays et ils constituent un danger qui rappelle celui des afghans arabes, a ajouté le diplomate. Nous possédons des informations selon lesquelles 300 combattants du Nord du Caucase se battent aujourd'hui en Syrie. Aussi, nous ne cessons de répéter que nous sommes tous confrontés à la propagation des activités terroristes et nous devons nous dépêcher de trouver une solution politique à la crise »*, a conclu M. Bogdanov.

L'Orient-Le Jour (Quotidien libanais francophone proche du

14-Mars)

Scarlett Haddad (22 juin 2013)

Les changements actuels ou à venir montrent que les groupes islamistes sont en train d'échouer au pouvoir, alors que l'Occident qui avait favorablement accueilli leur avènement est aujourd'hui en train de revoir ses calculs. Ce qui se passe en Syrie et la controverse au sein de l'Union européenne et même aux États-Unis au sujet de la décision de donner des armes sophistiquées aux rebelles syriens en est une des meilleures preuves.

Selon un spécialiste des questions stratégiques, le conflit en Syrie cristallise aujourd'hui les changements à venir. Ce qui a commencé comme un mouvement pour la démocratie est devenu un conflit mondial qui radicalise le monde entier. D'un côté, il y a la Russie et ses alliés du Brics en plus de l'Iran qui ne veulent pas lâcher le régime pour assurer une ligne stratégique qui commence en Russie et aboutit à la Méditerranée, en passant par l'Iran, l'Irak, la Syrie et le Liban et, de l'autre, il y a les États-Unis et leurs alliés européens et arabes qui veulent briser cet axe à n'importe quel prix. Selon cet expert, la grande erreur de l'Occident en Syrie a été d'abord de sous-estimer la force du régime et sa solidité et ensuite de sous-estimer les intérêts stratégiques de la Russie qui ne peut pas accepter d'être encerclée par une ceinture de pays islamiques, notamment dans les Républiques musulmanes d'Asie centrale, le Tadjikistan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan. À plusieurs reprises, les États-Unis avaient cru pouvoir pousser la Russie à changer d'avis et à lâcher le président syrien, en vain, et c'est maintenant l'Occident, États-Unis en tête, qui baigne dans la confusion, ne voulant pas céder mais ne voulant quand même pas aider ouvertement les islamistes qui deviennent chaque jour plus puissants sur le terrain en Syrie. L'impasse est donc encore totale, mais une nouvelle approche est en train de se dessiner, notamment après les problèmes des pays qui ont vécu « le printemps arabe » et l'incertitude qui règne en Syrie.

À tout cela, il faut ajouter un autre enjeu, celui de l'énergie. Alors que le Qatar avait fait le projet de transporter son gaz via la Syrie et la Turquie jusqu'à l'Europe, court-circuitant ainsi le gaz russe et provoquant la colère des dirigeants du Kremlin, des rapports diplomatiques occidentaux révèlent que les ressources gazières et

pétrolières au large de la Syrie, du Liban, d'Israël et de Chypre seraient très importantes, alors que les réserves pétrolières des pays du Golfe seraient en voie de régression. Si ces rapports sont exacts, la Russie aurait ainsi une position privilégiée dans ce nouvel axe énergétique, au grand dam des États-Unis qui veulent à la fois leur part des ressources et en même temps ne pas trop déstabiliser la région, puisque l'exploitation des ressources exige la stabilité. Le tableau actuel reste donc imprécis, mais au final, en raison de l'importance des enjeux, il ne peut y avoir de solution sans un accord international, qui partagera les influences et les ressources ; d'ici-là, c'est à qui tiendra le plus longtemps, en vue de la négociation à venir... qui ne semble pas encore proche.

Frankfurter Allgemeine Zeitung, quotidien allemand

(17 juin 2013)

Le président syrien Bachar el-Assad a assuré que l'Europe paierait le prix d'éventuelles livraisons d'armes aux rebelles. « *Si les Européens livrent des armes, l'arrière-cour de l'Europe deviendra un terrain pour le terrorisme et l'Europe en paiera le prix* », a affirmé le dirigeant syrien dans un entretien réalisé à Damas.

La « *conséquence de livraisons d'armes serait une exportation directe du terrorisme en Europe* », a poursuivi le président. « *Des terroristes reviendront (en Europe) avec une expérience du combat et une idéologie extrémiste* ». « *Le terrorisme signifie ici le chaos et le chaos mène à la pauvreté. Et la pauvreté signifie que l'Europe perd un marché important* », a-t-il encore dit, assurant : « *l'Europe, que cela lui plaise ou non, n'a pas d'autre choix que de coopérer avec l'État syrien* ».

Bachar el-Assad rejette en outre les accusations des Occidentaux selon lesquels l'armée syrienne a fait usage d'armes chimiques contre les rebelles. « *Si Paris, Londres et Washington avaient une seule preuve de leurs allégations, ils les auraient présentées au monde* », a-t-il estimé. « *Tout ce qui est dit sur l'emploi d'armes chimiques est la poursuite des mensonges sur la Syrie. C'est une tentative de justifier une plus grande ingérence militaire* ».

Washington a estimé qu'entre 100 et 150 personnes au minimum avaient été tuées dans des attaques chimiques en Syrie en un an, ce à quoi Assad répond : « *D'un point de vue militaire, les armes*

conventionnelles peuvent tuer en une seule journée un nombre beaucoup plus grand » que ces 100 à 150 personnes. « Il est illogique d'employer des armes chimiques pour tuer un nombre de personnes qui peut être atteint avec des armes conventionnelles », a ajouté M. Assad.

Los Angeles Times (Quotidien US, 21 juin 2013)

David S. Cloud et Raja Abdulrahim

La CIA et des Forces spéciales états-uniennes entraînent des rebelles syriens en Jordanie et en Turquie depuis des mois, soit bien avant que Washington n'annonce son intention d'accroître son aide militaire à l'opposition. Selon des responsables US et des commandants de la rébellion syrienne, la formation des insurgés comprend le maniement d'armes de guerre antichars et antiaériennes. Ces entraînements, qui n'avaient jamais dépassé dans la presse le stade de la rumeur, ont débuté en novembre 2012 dans une base US du sud-ouest de la Jordanie. Ils consistent en des sessions de deux semaines pour 20 à 45 combattants syriens rebelles.

La Maison-Blanche a annoncé le 13 juin qu'elle voulait apporter un « *soutien militaire* » aux rebelles syriens, mais sans jamais préciser officiellement s'il s'agissait de fournir des armes. Des analystes pensent que Washington n'enverra pas d'armements lourds et sophistiqués, mais des armes légères qui seraient insuffisantes pour changer le cours du conflit.

Historiquement, la CIA est réputée entraîner et armer en secret des insurgés dans de nombreux conflits du globe, avec l'appui de Forces spéciales US. Des rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL) sont formés au maniement de fusils et missiles antichars et d'armes lourdes pour résister aux avions des forces armées syriennes.

AFP (Agence France presse, 22 juin 2013)

La police turque a fait usage de canons à eau pour disperser des milliers de manifestants de retour samedi sur la place Taksim à Istanbul, après plusieurs jours de calme qui suivaient trois semaines de protestations sans précédent contre le gouvernement issu de la mouvance islamiste, a constaté un journaliste de l'AFP. Les manifestants s'étaient rassemblés sur la place Taksim pour

commémorer l'assaut donné par la police une semaine plus tôt au parc Gezi, jouxtant la place et dernier bastion de la contestation antigouvernementale.

Par ailleurs, jusqu'à 80 000 personnes, répondant à l'appel de la communauté islamique alévie, ont manifesté samedi à Cologne (ouest de l'Allemagne) contre le gouvernement du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, ont annoncé les organisateurs du rassemblement.

La police de Cologne, interrogée par l'AFP, s'est refusée à donner un chiffre de participation précis, évoquant seulement « *plusieurs dizaines de milliers de personnes* » pour ce rassemblement qui s'apparente à la plus grande manifestation anti-gouvernementale turque en Allemagne depuis le début de la contestation contre M. Erdogan.

L'afflux de participants a été tel que le défilé prévu à travers les rues de Cologne a dû être annulé, les manifestants se contentant de rester sur une grande place de la cité rhénane.

« *Pour la tenue immédiate de nouvelles élections* », a lancé le secrétaire général de la Communauté alévie d'Allemagne, Ali Dogan.

Les manifestants, venus de toute l'Allemagne mais aussi de France, de Suisse et d'Autriche, étaient réunis sous ce slogan : « *Taksim* (le nom d'une place d'Istanbul devenue le symbole de la révolte anti-Erdogan, ndlr), *c'est partout. La résistance c'est partout. Finissons-en avec la dictature d'Erdogan* ». Des pancartes affirmaient : « *La révolution vient seulement de commencer* » ou « *Nous ne sommes pas tous là, il manque les personnes emprisonnées* ».

Pendant trois minutes, les protestataires ont également adopté la posture de « *l'homme à l'arrêt* ». Cette action pacifique et muette, le regard fixe, adoptée par un artiste stambouliote, est devenue le symbole de la contestation en Turquie. Relayée par les médias et les réseaux sociaux, elle a été adoptée par plusieurs milliers de personnes depuis plusieurs jours en Turquie. De nombreuses manifestations anti-Erdogan se sont déroulées ces dernières semaines en Allemagne, notamment à Berlin, en parallèle à la fronde stambouliote. À Kreuzberg, l'un des quartiers berlinois où vit une importante communauté turque, plusieurs défilés ont été

organisés.

AFP (20 juin 2013)

Le mouvement islamiste palestinien Hamas marche sur la corde raide dans le conflit syrien, tiraillé entre l'arc chiite Syrie-Hezbollah-Iran, son protecteur pendant de nombreuses années, et les puissances régionales sunnites dont il s'est rapproché, Qatar, Égypte et Turquie en tête, selon des analystes.

Le chef du bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal, qui a conduit ce réalignement, quittant son exil à Damas pour Doha, a été reçu mardi à Ankara avec le chef du gouvernement du Hamas à Gaza, Ismaïl Haniyeh, par le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan.

La veille, le Hamas avait appelé le Hezbollah à retirer ses forces de Syrie et à se concentrer sur la lutte contre Israël, lui reprochant de contribuer à la « *polarisation confessionnelle* » dans la région.

Le quotidien panarabe *Al-Quds al-Arabi* a récemment rapporté que des chefs de la branche armée du Hamas, les Brigades Ezzedine al-Qassam, avaient écrit à Khaled Mechaal pour le mettre en garde contre un alignement sur le Qatar au détriment de l'Iran, affirmant que le soutien militaire de Téhéran, et non les subsides des pays du Golfe, leur avaient permis de faire face à l'opération israélienne à Gaza en novembre.

« *Malheureusement, il y a eu un déclin du soutien financier iranien au Hamas et au gouvernement en raison de notre appui aux justes revendications du peuple syrien* », a indiqué à l'AFP un responsable du mouvement sous le couvert de l'anonymat, reconnaissant des « *divergences de vues* ».

« *Certains veulent préserver une relation particulière avec l'Iran face à l'axe américano-sioniste, parce que l'Iran et le Hezbollah nous ont soutenus militairement quand les Arabes nous avaient abandonnés* », a-t-il souligné, précisant que « *cette opinion est partagée par des dirigeants politiques et des Qassam* ».

Walid al-Moudallal, professeur d'histoire et des idées politiques à l'Université islamique de Gaza, considère que « *le Hamas, en tant que mouvement de résistance, doit rester à distance des axes et maintenir ses relations parallèles* ».

« *Le Hamas a agi intelligemment en se rangeant aux côtés du*

peuple syrien et en gardant au strict minimum la relation avec l'Iran et le Hezbollah, il recherche le soutien de toute partie qui ne lui pose pas de conditions », explique-t-il, « il bénéficie maintenant de multiples sources de soutien ».

Moukhaïmer Abou Saada, professeur de science politique à l'Université Al-Azhar de Gaza, affirme que *« la divergence entre les deux courants existant au Hamas sur la crise syrienne se résoudra en fonction de l'évolution du conflit ».*

« S'il tourne en faveur du régime Assad, ce sera plus simple pour le Hamas de rétablir la relation », estime-t-il, rappelant par ailleurs le rôle de l'influent prédicateur islamique Youssef al-Qaradaoui, un Qatari d'origine égyptienne.

Selon un éditorial d'*Al-Quds al-Arabi*, si la direction du Hamas s'est ralliée au *« camp fondamentaliste sunnite »*, c'est qu'elle *« misait sur une chute du régime syrien en quelques semaines, ou quelques mois, comme en Tunisie, en Égypte et en Libye, mais l'endurance de celui-ci depuis plus de deux ans a surpris le Hamas, ainsi que de nombreux régimes arabes et occidentaux ».* En remisant ses anciennes alliances, prévient le journal, le Hamas risque *« une partie importante de sa force et de sa popularité, acquises grâce à sa position dans le camp de la Résistance ».*

Ria Novosti (Agence de presse russe, 22 juin 2013)

Israël admet la possibilité d'une modification du mandat de la Force des Nations unies chargée d'observer le désengagement sur le plateau du Golan (FNUOD), a déclaré vendredi Daniel Meron, haut fonctionnaire du ministère israélien des Affaires étrangères chargé des relations avec l'ONU et les organisations internationales.

« Le mandat actuel de la FNUOD demande à être révisé. Il a été défini dans une situation foncièrement différente de celle qui prévaut aujourd'hui. Nous ne sommes pas toujours d'accord avec les casques bleus, mais leur présence dans la région est pour le moment indispensable », a indiqué M. Meron lors d'un séminaire à l'Institut de recherches sur la sécurité nationale (INSS) à Tel Aviv.

Le diplomate n'a pourtant pas précisé en quoi cette révision pourrait consister. Il s'agit de la première déclaration de ce genre faite par un responsable officiel israélien depuis que la Russie a proposé d'envoyer ses soldats de la paix dans la *« zone tampon »*

sur le plateau du Golan. Les autorités israéliennes refusent de commenter en public cette initiative de Moscou. Selon le vice-ministre russe des Affaires étrangères Guennadi Gatilov, elles « *ne sont pas prêtes à y voir apparaître un contingent russe* ».

Son homologue israélien Zeev Elkin a fait savoir le 10 juin que la présence de casques bleus russes était impossible pour des raisons juridiques, car l'accord de désengagement et le protocole signés entre la Syrie et Israël en 1974 interdisaient la participation des membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU aux opérations de paix dans la région. Début juin, l'Autriche a annoncé son intention de retirer ses observateurs militaires déployés dans la « *zone tampon* » entre la Syrie et Israël. Vienne a motivé sa décision par la « *menace inadmissible* » qui pesait sur la vie des casques bleus autrichiens dans cette région.

Le président Vladimir Poutine a déclaré le 7 juin que la Russie était prête à remplacer les casques bleus autrichiens, mais a souligné que cela pourrait se faire uniquement sur demande de l'ONU et à condition que les pays de la région acceptent ce changement.

Pierre Khalaf

Source
New Orient News (Liban)

Source : « L'Armée libanaise décidée à en finir avec la milice d'Ahmad al-Assir », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 24 juin 2013, www.voltairenet.org/article179110.html